Le soutien politique à la plantation de café et à l'immigration internationale dans l'État brésilien de São Paulo, 1850-1930.

Sylvain Souchaud, géographe, chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED, UMR 151) et Núcleo de Estudos da População (NEPO), UNICAMP, Brésil.

Résumé.

Au XIX^{ème} siècle, le Brésil développe progressivement une politique migratoire encourageant la venue de travailleurs principalement européens. L'arrivée d'immigrants internationaux en nombre croissant atteint le caractère d'une immigration de masse. Le phénomène se produit dans le contexte spécifique de l'abandon du système esclavagiste et du développement de la grande plantation de café. Il a pour cadre géographique la province de São Paulo. Nous étudions dans ce texte la part du politique dans l'avènement d'une immigration de masse, comment le projet politique migratoire puise ses racines dans la société des planteurs du São Paulo, comment il prévoit la sélection et l'accueil des migrants, ses retombées sur la composition des flux migratoires et l'organisation de l'espace de l'État de São Paulo. Autant d'éléments qui définissent l'immigrant et la place que la société brésilienne lui accorde.

Resumen.

En el siglo XIX, Brasil desarrolla una política migratoria que facilite la llegada de trabajadores, sobretodo europeos. Los inmigrantes internacionales llegan en números crecientes de modo que el flujo adquiere los caracteres de una inmigración maciza. El fenómeno ocurre en el contexto específico del abandono del sistema esclavista y del desarrollo de la latifundio de café. Su cuadro geográfico es la provincia brasileña de São Paulo. En este texto, estudiamos el papel del político en la formación de una inmigración de masa, es decir como el proyecto político se arraiga en la sociedad de los hacendados de la provincia de São Paulo, como define la selección y recepción de los migrantes, y cuales son sus impactos en la composición de los flujos migratorios y la organización del espacio del Estado de São Paulo. Suma de elementos que definen el inmigrante y el papel que la sociedad brasileña le da.

Abstract.

In the nineteenth century, Brazil is gradually developing a policy that promotes the migration of workers coming mainly from Europe. The arrival of international immigrants in increasing numbers reached the character of a mass immigration. The phenomenon occurred in the specific context of the abandonment of the slavery system and the development of coffee plantation. Its geographical setting is the Province of São Paulo. In this text, we study the role of the politics in the advent of a mass immigration, how the immigration policy project draws its roots in the society of planters of São Paulo, how it provides for the selection and reception of migrants, its impact on the composition of migration and spatial organization of the State of São Paulo. These are all elements that define the immigrant and the place that Brazilian society gives him.

Introduction

Près d'un siècle sépare au Brésil les premières implantations d'immigrants internationaux libres, au début du XIX^{ème}, et la consolidation d'une immigration de masse. Au cours de cette période le pays, tout juste indépendant, fait l'expérience de l'hospitalité et met progressivement en place une politique migratoire d'accueil.

Aux époques coloniale et impériale la question démographique n'est posée qu'en termes d'occupation de l'espace. Mettre en valeur un aussi vaste territoire exige une population nombreuse. Le problème à résoudre est celui de la faible densité de population, et à mesure que les colonisateurs anéantissent les indiens, l'importation de population devient impérative pour mener à bien tout projet de colonisation. Les renforts démographiques ont une double vocation : occuper l'espace et produire. Les deux fonctions sont associées. Mais l'esclavage qui commence dès le XVI^{ème} siècle vise avant tout la production, notamment agricole, alors que les populations étrangères et libres qui, à partir du début du XIX^{ème}, viennent fonder des colonies aux marges du territoire national (XIX^{ème} siècle), alimentent avant tout un projet de peuplement.

L'immigration internationale de peuplement, de type pionnière, ne concerne pas des populations très importantes en nombre et contribuent modestement à l'intégration du territoire national. Par contre, la main-d'œuvre esclave est essentielle à la dynamique productive, que la fin annoncée de l'esclavage qui se profile dans la première moitié du XIX^{ème} siècle met en péril. L'immigration internationale doit alors entrer une phase nouvelle fondée sur la main-d'œuvre libre. Cette transition a lieu entre le milieu du XIX^{ème} siècle et les années 1880. Et en effet, dans les années 1880, l'immigration d'une main-d'œuvre libre est une réalité. Mais à partir des années 1890, le mouvement, qui était modéré, prend l'ampleur d'une immigration de masse qui se prolongera jusqu'aux années 1930. Entre 1880 et 1930, 4 à 5 millions d'immigrants internationaux entrent au Brésil qui compte à peine 10 millions d'habitants en 1872¹.

Les deux mouvements, le passage d'une immigration forcée à une immigration libre et la montée en puissance de ce courant migratoire sont étroitement liés à l'essor de la grande plantation caféière dans la province de São Paulo. Pourtant, la plantation de café n'a pas œuvré seule, il fallu qu'émerge une volonté politique et qu'elle se concrétise dans un dispositif de politiques migratoires attractives.

L'objet de ce texte est la médiation politique lors du contact entre l'immigration internationale et la grande plantation de café qui domine la société du São Paulo.

Il nous a semblé intéressant de reprendre les nombreux travaux qui existent, soit sur l'immigration à São Paulo à cette époque, soit sur le développement de la plantation de café, afin d'envisager la façon dont, au Brésil, émerge le volontarisme politique en matière migratoire, comment, grâce à l'expérience d'un modèle colonial basé sur le métayage conçu par le planteur et homme politique Nicolau Vergueiro, il prend la forme d'une politique d'accueil, politique qui, en fin de compte définit l'immigrant international et sa place dans la société brésilienne.

Le passage de l'esclavage au salariat agricole dans la plantation de café.

Lorsque les autorités de la province de São Paulo, désireuses d'apporter leur soutien à la plantation caféière, élaborent une politique migratoire visant l'immigration de travailleurs salariés, le Brésil n'est pas sans expérience en matière de colonisation agricole et

¹ Ceux-ci vont se concentrer dans l'Etat puis la ville de São Paulo, car c'est à ce mouvement que l'un et l'autre doivent leur essor qui, jusqu'à aujourd'hui, assure à la ville de São Paulo le statut de principal métropole et foyer migratoire du pays.

d'immigration internationale. Diverses tentatives ont été menées, principalement dans les provinces méridionales, où le gouvernement impérial distribue des terres à des groupes de colons immigrés. Les principaux bénéficiaires sont européens, car le gouvernement croit fermement à la supériorité des travailleurs venus d'Europe, du nord-est du continent en particulier. Les colonies se développent dès le début du XIX^{ème} siècle. En 1818, des Suisses s'installent dans l'intérieur du Rio de Janeiro, à Nova Friburgo. Dès lors, les expériences de peuplement se multiplient, du Rio Grande do Sul (São Leopoldo) à la Bahia (Frankental). Pourtant, l'essor des colonies reste limité (Seyferth, 2002) ; les colons, trop peu soutenus par le gouvernement et souvent pauvres, ne parviennent pas à intégrer le marché exportateur et doivent le plus souvent se cantonner dans une agriculture vivrière peu productive (Furtado, 1984, p.125). Les échos de la réussite mitigée des colonies limitent par conséquent l'intérêt des potentiels migrants européens pour le Brésil, et l'immigration se développe modestement.

La politique d'immigration devient un succès à partir du moment où elle est articulée à l'économie de plantation, lorsque celle-ci abandonne progressivement le régime esclavagiste pour le salariat. C'est dans ce contexte, politique et économique, que l'immigration européenne prend l'envergure massive qu'on lui connaît au passage du XX^{ème} siècle.

Depuis le XVI^{ème} siècle, le développement du Brésil est rythmé par la succession de cycles économiques centrés sur l'exploitation et l'exportation d'une ressource naturelle (Furtado, 1984). L'économie des cycles productifs se déploie à divers endroits d'un territoire à l'expansion duquel elle contribue². Au XIX^{ème} siècle, l'essor rapide de la consommation mondiale de café va accélérer la diffusion de la culture du caféier dans la province de São Paulo³. La culture du café en terres *paulistas* puise ses origines dans un mouvement qui débute dans la province de Rio de Janeiro où elle occupe les terres montagneuses où il remplace les cultures vivrières et la canne à sucre à mesure qu'elle progresse vers l'ouest, en direction de la province de São Paulo, en suivant la vallée du Paraíba, parallèle au littoral. Arrivé à la hauteur d'Ubatuba, dans la province de São Paulo, le café gagne l'intérieur où il s'installe dans les villes de peuplement ancien, Jundiaí, Campinas et Piracicaba (carte 1), avant de conquérir l'immensité du plateau occidental⁴.

Les planteurs, les *fazendeiros*, qui disposent de capitaux, perçoivent l'extraordinaire potentiel de développement de la culture caféière sur les sols forestiers fertiles du plateau occidental. En 1850, un changement considérable et déterminant intervient dans le régime foncier. Jusque

² Le sucre occupe la façade littorale du Nord-Est, les ressources minérales précieuses sont exploitées dans le Minas Gerais, l'élevage et le coton dans l'intérieur du Nord-Est, le caoutchouc en Amazonie, le café, enfin, dans la région Sud-Est ; voilà quelques-uns des principaux cycles.

³ Un bref rappel historique et lexical s'impose. En 1822, l'Indépendance est proclamée, c'est le début de l'Empire. En 1889, suite à un coup d'État militaire, la « Vieille République » est instaurée. En 1891, les États-Unis du Brésil sont constitués. Déjà, sous l'Empire, les provinces avaient gagné une certaine autonomie (1834). Rio de Janeiro est la capitale du Brésil sur l'ensemble de la période considérée. Le São Paulo est un territoire (province jusqu'en 1891 puis État) d'une superficie de 249 000 km², actuellement peuplé de 41 millions d'habitants, qu'on appelle les *paulistas*, il abrite la plus grande ville du pays, São Paulo, dont la région métropolitaine compte aujourd'hui environ 20 millions d'habitants, les *paulistanos*. En 1872, la province de São Paulo abritait 837 000 habitants, la ville de São Paulo, 26 000. Pour faciliter la lecture, nous employons fréquemment l'expression « le São Paulo » pour désigner la province où l'État du même nom.

⁴ La coupe transversale du plateau *paulista*, entre la Serra do Mar (chaîne montagneuse qui borde le littoral) et le fleuve Paraná, à quelques 600 km à l'ouest, désigne une structure morphologique composée de trois éléments : le plateau atlantique, la dépression périphérique et le plateau occidental. À l'extrême est, le plateau atlantique de la Serra do Mar occupe les cent premiers kilomètres ; c'est là notamment que la ville de São Paulo s'est implantée. La dépression périphérique qui lui succède s'étend sur les cent kilomètres suivants. À l'ouest de la dépression périphérique, le plateau occidental, légèrement relevé à l'est, occupe l'espace intérieur restant (Ab'Sáber, « Secção transversal do planalto paulista, desde a serra do Mar até o rio Paraná », *Boletim Paulista de Geografia*, n°23, 1956, p.12, cité par Valverde, 1964, p. 168).

là, l'appropriation des terres se faisait par donation royale ou par occupation, mais la Loi N°601, dite Lei de Terras (Seyferth, 2002, p.95), introduit la propriété foncière au Brésil. La possibilité d'acheter et de vendre des terres va bien entendu dynamiser le secteur agricole et relancer vigoureusement le phénomène pionnier.

Carte 1 : Le São Paulo.

Néanmoins, la production de masse de heurte à deux obstacles. Le premier réside dans les difficultés d'acheminement de la production. Holloway (1984, p.39) rappelle qu'au milieu du XIX^{ème} siècle, pour transporter le café entre Campinas et Santos, le port d'exportation, via São Paulo, il fallait de trois semaines à un mois. La marchandise était confiée à des caravanes de mules qui franchissaient les pentes escarpées de la Serra da Mar en suivant des sentiers tracés dans la forêt.

Pour surmonter les difficultés de circulation, les infrastructures ferroviaires se développent dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle. À partir de la capitale et en direction du nord et de l'ouest, l'État de São Paulo se couvre d'un réseau ferré. Dans un premier temps, la diffusion du rail accompagne la progression de la plantation. Ces grands travaux, soutenus par des capitaux anglais et nationaux, répondent aux seuls impératifs de la production caféière et sont réalisés sans qu'un plan d'aménagement d'ensemble ait été conçu : « le développement des voies ferrées n'obéissait donc pas à un plan systématique : il était commandé par les intérêts des administrateurs, producteurs et marchands de café » (Monbeig, 1952, p. 157). Lors de la colonisation du Nouveau Oeste⁵, demi cadran délimité par Botucatu à l'est et la frontière du Mato Grosso do Sul à l'ouest, la logique s'inverse puisque le rail précède l'implantation de la plantation caféière (Holloway, 1984, p.40).

⁵ *Novo Oeste.*

L'autre difficulté sérieuse à laquelle est confrontée la production agricole est la pénurie de main-d'œuvre. À l'indépendance, le Brésil compte, selon les estimations, entre trois millions et cinq millions d'habitants dont environ 1 200 000 sont esclaves (Costa, 1997, p.170 ; Merrick & Graham, 1981, p. 47 et 95). Les réserves de travailleurs sont par conséquent limitées et, de surcroît, mal distribuées, car essentiellement installées dans le Nord-Est⁶. Selon Merrick & Graham (1979, p. 94), la province de São Paulo comptait 23 275 esclaves en 1823. En 1883, la population esclave atteint son niveau recensé le plus haut, 161 304 individus, soit 13% de la population esclave totale du Brésil et environ 17% de la population provinciale. À ce déficit chronique s'ajoute, depuis le début du siècle, l'exercice de pressions internationales, notamment anglaises, sur le Brésil, visant à mettre fin au trafic transatlantique d'esclaves africains. L'idée de l'abolition de l'esclavage fait lentement son chemin. En 1831, la Régence tente d'interdire le commerce transatlantique d'esclaves. En vain, les *fazendeiros* et les marchands imposent leur loi et dans les années 1840, 30 000 à 40 000 Africains arrivent en moyenne chaque année au Brésil (Costa, 1997, p.175). Cependant, certains perçoivent la fin inéluctable du régime esclavagiste et tentent d'y remédier ; quelques-uns, par pragmatisme, pensent que le choix de la substitution des esclaves par des travailleurs européens sera à terme très lucratif ; d'autres, par humanisme, souhaitent la fin de l'esclavage ; d'autres enfin, cédant à des considérations racistes, estiment les Européens plus aptes au développement de l'agriculture que les esclaves africains et leurs descendants, même une fois affranchis. En 1871, la Loi du Ventre Libre, affranchissant les enfants nés d'une mère esclave, porte un nouveau coup sérieux au système esclavagiste, auquel la loi d'abolition de 1888 met un terme définitif. La fin de l'esclavage est un dur revers dans les zones caféières anciennes de la vallée du Paraíba ; elle bien accueillie dans l'Ouest Ancien⁷, c'est-à-dire la région de Campinas (Holloway, 1984, p.61).

Pendant le lent déclin de l'esclavage, les planteurs et les négociants de café se rapprochent du pouvoir politique provincial, qu'ils contrôlent soit directement, car des postes clefs sont tenus par des *fazendeiros* ; soit indirectement par des liens étroits tissés avec des personnalités influentes au sein du gouvernement provincial, capables de porter la voie de l'oligarchie caféière au sommet du pouvoir. La convergence de l'économie et du politique va par conséquent déterminer la politique migratoire à l'échelon provincial. Mais l'importance grandissante de la province de São Paulo, centre économique national émergent, s'impose aussi à la capitale, Rio de Janeiro, en partie éclipsée par la province *paulista* au moment de tracer les grandes lignes de la politique migratoire brésilienne. À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'essentiel des initiatives reviennent à la province de São Paulo, Rio de Janeiro s'associant au volontarisme des autorités de la province voisine en matière d'immigration internationale. Désormais, l'immigration répond au seul mot d'ordre « des bras pour la plantation »⁸.

Dès lors que la politique migratoire est conçue pour répondre à la demande spécifique en main-d'œuvre de la grande plantation caféière, et que le développement de la culture du café est circonscrit à l'État de São Paulo, il est aisé de comprendre pourquoi l'essentiel de l'immigration va s'orienter vers le São Paulo.

L'expérience des colonies de « *parceria* » du sénateur Vergueiro.

⁶ La région Nord-Est (*Nordeste*) du Brésil est composée de neuf États.

⁷ *Velho Oeste*.

⁸ Le slogan « *Braços para a lavoura* » qui fixe l'objectif de la politique migratoire du São Paulo est cité par Holloway (1984, p. 61) et Monbeig (1952, p. 137). La *lavoura* désigne aujourd'hui l'exploitation spécialisée dans la grande culture (soja par exemple), à l'époque elle fait référence à la plantation de café.

Les premières initiatives en matière d'immigration de main-d'œuvre agricole salariée reviennent au sénateur Nicolau Pereira de Campos Vergueiro, propriétaire d'une *fazenda* à Ibicaba, à proximité de Limeira (Monbeig, 1952 ; Dean, 1977 ; Bassanezi, Scottt et autres, 2008) où dès 1840, il reçoit et installe quatre-vingt-dix familles de portugais originaires du Minho. À l'époque, on cultive encore la canne. Mais le sénateur Vergueiro envisage de développer la culture du café et de moderniser l'agriculture. Sa vision dépasse les limites de sa propriété et il met son exploitation au service d'une expérience qu'il souhaite voir reproduite dans la province entière.

Si l'opportunité d'une politique promouvant l'immigration est une affaire entendue parmi les élites de Rio de Janeiro, un vif débat agite alors le monde politique quant à l'utilisation des ressources migratoires. Certains pensent que les migrants doivent soutenir la conquête pionnière et, en conséquence, orientés vers des colonies de peuplement organisées autour de la petite propriété agricole familiale, vivrière et commerciale. D'autres estiment que les immigrants doivent exclusivement entretenir le développement de la grande plantation de café, point de vue défendu à Rio de Janeiro par le député *paulista* Gavião Peixoto. C'est la seconde voie qui l'emporte peu à peu, mais Vergueiro, qui pourtant se range aux côtés des planteurs, tente de concilier l'une et l'autre. Il conçoit un mode d'implantation et d'activité rurales qui permettrait de fournir une main-d'œuvre salariée à la grande plantation, tout en offrant aux immigrants la possibilité, à terme, d'accéder à la propriété en régime de faire-valoir direct. Ce système est désigné par le terme « colonies de *parceria* »⁹. Son argument est qu'à l'issue d'une période de salariat dans une plantation, les immigrants pourraient disposer d'un pécule qui leur ouvrirait l'accès à la propriété et leur permettrait de s'émanciper de la grande plantation. La colonie de *parceria* ne serait pas seulement, compte tenu de l'accumulation financière initiale, une antichambre de la petite propriété car, « vivier[s] ou école[s] normale[s] agricole[s] »¹⁰ elle préparerait également les immigrants aux particularités agraires du tropique (Holanda, 2004, p. 290). Un autre argument retient l'attention de Vergueiro, cette fois contre les colonies de peuplement d'immigrés internationaux. Lorsque des immigrants internationaux sont invités à fonder une colonie de peuplement, le gouvernement impérial leur distribue gratuitement des terres, faveur que la Loi des Terres de 1850 refuse aux Brésiliens. Vergueiro estime donc qu'il faut cesser d'orienter les immigrants internationaux vers ce type d'établissement afin de ne pas entretenir une injustice.

En 1832, Vergueiro crée la société Vergueiro & Cia. Elle a pour mission de recruter des familles de paysans européens. En 1847, la colonie de *parceria* « Senador Vergueiro » est fondée dans la *fazenda* d'Ibicada, alors que les premiers caféiers commencent à produire (Dean, 1977, p. 95 ; Bassanezi, Scottt et autres, 2008). Elle regroupera des Allemands et des Suisses principalement. Le coût du voyage des familles est avancé par l'employeur. La colonie de *parceria* repose sur un contrat de métayage liant le planteur à l'immigré et à sa famille. À son arrivée, chaque famille se voit attribuer la responsabilité d'un nombre déterminé de pieds de café. La récolte est remise au *fazendeiro* qui assure sa vente et redistribue la moitié du revenu à la famille d'immigrants exploitants. Par ailleurs, chaque famille dispose d'un lopin de terre qu'elle cultive pour ses besoins alimentaires. Enfin, une maison, cédée ou en location, est mise à sa disposition sur la propriété. Les colons s'engagent à rembourser au *fazendeiro* l'avance des frais de transport et d'installation.

Le système imaginé par Vergueiro se diffuse rapidement dans l'ouest *paulista*. Cependant, il ne s'implante pas durablement. De nombreux conflits éclatent entre les colons et les *fazendeiros*. Warren Dean retrace le déclin du système de *parceria*, à travers la trajectoire de

⁹ La *parceria* s'apparente au métayage.

¹⁰ « Viveiros ou escolas normais agrícolas » (Holanda, 2004, p.290).

la fazenda d'Ibicaba (Dean, 1977). Les événements commencent par une simple crise sur le marché mondial. La baisse des cours provoque une vague de contestation au sein d'une population immigrée qui accumule les motifs de mécontentement. Au premier chef, les rémunérations insuffisantes que la chute des cours aggrave. Les prix de vente du café, négociés par le *fazendeiros*, sont imposés aux *parceiros*. Ceux-ci dénoncent une procédure opaque au cours de laquelle *fazendeiros* et négociants agissent de connivence à leurs dépens. Les familles, trop peu payées, vivent non seulement pauvres mais aussi captives de la *fazenda* qui les emploie car elles ne parviennent pas à acquitter leur dette initiale. Les mauvais traitements, les conditions de travail et de vie déplorables sont également dénoncés. Il est vrai que dans la société esclavagiste brésilienne où les droits des travailleurs libres sont inconnus, les humiliations et les mauvais traitements ne sont pas rares. Quant aux immigrants, ils n'étaient pas tous agriculteurs, loin s'en faut, Buarque de Holanda (2004 p. 293) note que dans les régions en crise on poussait à l'émigration les repris de justice, les vagabonds, les anciens soldats, les octogénaires, l'émigration étant à l'occasion, un outil « d'épuration nationale ». Un climat délétère s'installe rapidement dans les relations entre deux populations que tout distingue.

Face à une situation qui s'aggrave, les autorités consulaires Suisses sont chargées de missions d'observation par le gouvernement suisse. En 1857, la mission dirigée par J.C. Heuser débute des travaux. En 1859, c'est le tour de celle que dirigera J. Tschudi. Les recommandations faites aux *fazendeiros* dans les rapports de mission ne seront le plus souvent pas suivies d'effet. En revanche, les récits des conditions de travail et de vie des émigrants provoquent l'émoi en Europe au point que la Prusse finit par interdire l'émigration et que le gouvernement fédéral suisse recommande à ses cantons la plus grande prudence en matière d'émigration (Dean, 1977).

Des aménagements du contrat de *parceria*, favorables aux immigrants, seront adoptés en 1858 et en 1879, mais le déclin du système est engagé et il disparaît avant l'abolition de l'esclavage. Vergueiro, meurt en 1859 et en 1860, il ne reste que vingt-neuf colonies de *parceria* dans la province, puis treize seulement en 1870.

Progressivement, la plantation caféière instaure le principe du salaire fixe, au mois ou à la surface, négocié avant la récolte. Ce salaire est l'une des trois composantes du revenu des colons, associant par ailleurs la récolte de la parcelle mise à disposition de ceux-ci par le *fazendeiro* et le salaire de divers services et travaux effectués pour l'entretien des installations de la propriété.

Les outils de la politique migratoire.

Alors que les colonies de *parceria* périclitent, la politique migratoire, provinciale et nationale, se construit rapidement ; bénéficiant du soutien d'hommes politiques influents, elle se dote de ressources financières propres et d'institutions spécifiques, car les besoins en main-d'œuvre demeurent et s'amplifient à mesure que la culture caféière progresse sur les terres neuves du plateau occidental. En août 1871, avant même la promulgation de Loi du Ventre Libre, le président de la province de São Paulo réunit des *fazendeiros* et des financiers pour fonder l'Association de Soutien à la Colonisation et à l'Immigration¹¹ (Holloway, 1984, p.62). Les premières années, l'Association parvient à faire entrer seulement 480 immigrants. Mais entre 1875 et 1879, ils sont 10455 à être enregistrés à São Paulo (Holloway, 1884).

¹¹ Associação Auxiliadora da Colonização e Imigração.

En 1881, l'Assemblée provinciale charge une commission d'organiser l'accueil des immigrants. Nicolau de Souza Queiroz, membre d'une influente famille de propriétaires terriens du plateau occidental est désigné pour assurer l'organisation de l'immigration (Holloway, 1984, p. 64). La province fait l'acquisition d'un bâtiment situé dans le quartier central du Bom Retiro de la capitale São Paulo ; il est destiné à accueillir temporairement les immigrants en transit entre le port de Santos et la zone caféière. Mais la capacité d'hébergement initiale, limitée à 500 personnes, s'avère rapidement insuffisante. En 1885, l'Assemblée provinciale finance la construction de l'Hôtel des immigrants¹², dans le quartier du Brás, qui décuple la capacité d'accueil.

Face aux difficultés de recrutement des immigrants qui arrivent en nombre insuffisant, la province de São Paulo envisage d'organiser elle-même l'immigration, c'est-à-dire, le recrutement, le transport et la distribution de la main-d'œuvre européenne (Holloway, 1984, p. 64). En 1886, naît la Société de Promotion de l'Immigration¹³ qui connaît un succès rapide. Elle est dirigée par Martinho Prado Júnior, *fazendeiro* pionnier de la région de Ribeirão Preto, exportateur, député proche des Républicains (Holloway, p.64). Il est associé à son frère, Antônio Silva Prado, futur ministre de l'Agriculture, maire de São Paulo et fondateur (avec son frère) de la compagnie de chemin de fer « *Companhia Paulista de Estradas de Ferro* ».

La *Promotora* prépare un livret destiné aux candidats potentiels à l'émigration. Publié par le ministère de l'Agriculture, l'ouvrage est tiré à 80 000 exemplaires et présenté en trois langues : le portugais, l'italien et l'allemand. En soixante pages, il vante les mérites comparés du Brésil face à l'Argentine et aux États-Unis et établit la liste des avantages pratiques accordés aux migrants : transport gratuit jusqu'à São Paulo (via le port de Santos), huit jours de nourriture et d'hébergement gratuit à São Paulo (à l'Hôtel des immigrants), suivi médical, transfert en train vers la zone caféière (Holloway, 1984, p.65).

En 1887, Martinho Prado Júnior de rend à Gênes où il prospecte les possibilités d'ouvrir un bureau de la *Promotora*. Ce projet aboutira en 1895, Gênes est alors le principal port d'embarquement des émigrants au Brésil. Suivra en 1896 l'ouverture d'un bureau semblable à Montréal. Mais l'expérience canadienne fait long feu et le bureau est transféré en Espagne, à Málaga. En 1897, deux nouvelles antennes sont ouvertes, à Naples en la Belgique, cette dernière se chargeant du recrutement en Europe du nord (Holloway, 1984, p. 81).

À partir de 1893, les autorités signent directement des contrats avec les compagnies de transport maritime, chargées de recruter et d'acheminer des migrants répondant à des critères de sélection sociodémographiques stricts (Holloway, 1984, p. 78). C'est l'âge d'or de la compagnie maritime italienne Fiorita.

Les courants migratoires de l'immigration de masse.

Alors que se met en place le dispositif migratoire et grâce en particulier aux premières initiatives de la *Promotora*, à la fin des années 1880, l'immigration prend une tournure nouvelle qu'expriment l'ampleur du courant migratoire et la diversité des origines géographiques des immigrants.

Entre les années 1850 et la deuxième moitié des années 1880 (Klein, 1994, pp. 104-107), le nombre d'entrées d'immigrants, principalement européens, au Brésil variait peu pour n'atteindre qu'exceptionnellement les 30 000 arrivées annuelles (en 1876, 1880 et 1883). À partir de 1885 et jusqu'à la fin des années 1920, les volumes d'entrées ne seront jamais

¹² L'*Hospedaria dos Imigrantes*, qui existe toujours est aujourd'hui un musée. Les derniers immigrants y furent reçus en 1978.

¹³ A *Sociedade Promotora da Imigração*.

inférieurs à 30 000 individus (à l'exception de 1918). Il est à noter qu'en 1887, le rythme s'accélère et un sommet historique de 210 000 entrées est atteint en 1891. Entre 1885 et 1934, soit 50 années, 4 016 052 étrangers sont enregistrés à leur arrivée au Brésil (graphique 1). Ce n'est qu'à partir de la crise de 1929 que l'immigration connaît une réduction à la fois notable et durable, marquant la fin de la période d'immigration de masse.

Les observations qui précèdent caractérisent les entrées d'étrangers sur l'ensemble du territoire brésilien. Les données dont nous disposons (Governo do Estado de São Paulo représentées dans le graphique 1 et Klein, 1994¹⁴) pour la seule province de São Paulo couvrent des périodes distinctes et globalement plus courte. Entre 1870 et 1939 (graphique 1), 2 429 711 immigrants internationaux sont entrés dans le São Paulo. Ils représentent 58,3% du total de l'immigration internationale au Brésil (4 165 311), si bien qu'à compter du dernier quart du XIX^{ème} siècle, l'immigration internationale au Brésil est liée au São Paulo. Inversement, pendant plusieurs décennies l'immigration internationale au Brésil scelle la trajectoire démographique fulgurante la province et sa capitale. En 1872, les étrangers représentent 3,8% de la population brésilienne et 3,5% de la population de la province de São Paulo. En 1900, 7,0% de la population brésilienne est étrangère, 21,0% dans le São Paulo. En 1920, le Brésil et le São Paulo compte respectivement 5,2% et 18,1% d'étrangers (Graham & Merrick, 1981, p. 126).

Graphique 1 : L'entrée des immigrants dans le São Paulo entre 1870-1939.

Source : d'après, Governo do Estado de São Paulo, <http://www.memorialdoimigrante.org.br/historico/index.htm>, consulté le 14 août 2009.

Entre 1888 et 1928, 1 182 081 immigrants internationaux subventionnés arrivent dans le São Paulo (Klein, 1994, p. 108), ils représentent 50,1% de l'immigration internationale totale dans la province. Les douze premières années, c'est-à-dire jusqu'en 1900, les immigrants subventionnés par les programmes officiels d'immigration sont majoritaires. À partir de 1900, immigration spontanée et immigration subventionnée se distribuent en volumes à peu près égaux. Puis, l'immigration spontanée devient majoritaire.

Comment, à partir des données présentées interpréter l'impact des politiques migratoires mises en place au Brésil ?

La politique migratoire joue un rôle majeur dans la formation d'un mouvement migratoire dont l'ampleur est historique. Cependant, les crises mondiales qui atteignent le marché du café semblent déterminer en premier lieu les volumes d'entrées d'immigrants, dont on voit sur le graphique 1 qu'ils connaissent des oscillations dans le temps. La crise de 1900, la première

¹⁴ Ces deux sources diffèrent légèrement quant aux volumes annuels d'immigration.

guerre mondiale et la crise de 1929 ont des effets immédiats et durables sur la dynamique migratoire du São Paulo et en quelque sorte du Brésil.

En ce qui concerne le repli relatif de l'immigration subventionnée par rapport à l'immigration spontanée, il est possible de conclure que le volontarisme politique en matière migratoire a atteint certaines limites. Mais il faut aussi déceler dans ces tendances l'impact positif, profond et durable de la politique migratoire de la province de São Paulo qui suscite, directement ou indirectement, une vocation migratoire au-delà des populations répondant aux critères d'attribution des subventions, au point de contribuer à la formation d'un mouvement migratoire autonome (c'est-à-dire hors d'un encadrement politique) entre l'Europe et le Brésil. On comprend facilement que les raisons qui font le succès d'une immigration subventionnée ne se limitent pas aux avantages financiers et matériels accordés (transport gratuit, embauche assurée par contrat de travail à l'arrivée), de sorte que migrants spontanés et subventionnés ne sont pas si différents au moment du départ, s'agissant de ce qui les pousse à quitter leur pays et tenter leur chance au Brésil. En somme, le São Paulo est une destination migratoire digne d'intérêt qu'on migre spontanément ou soutenu financièrement par le pays d'accueil. Enfin, le São Paulo ne pouvait espérer meilleure promotion de l'immigration spontanée et subventionnée que la montée en puissance de l'émigration subventionnée. Et c'est probablement cet « effet boule de neige » que l'évolution de la composition du flux migratoire traduit.

Une difficulté supplémentaire vient perturber l'interprétation des faits. Le manque de données, fréquent lorsqu'on traite de migrations internationales, limite les angles d'observation. Ce défaut de perspectives entraîne la surinterprétation des données dont on dispose. De ce point de vue, on aurait tort de penser que les informations sur la situation des immigrants, spontanés ou subventionnés, à leur arrivée sur le sol brésilien nous renseignent correctement sur le succès ou l'échec de la politique migratoire. Pour formuler des interprétations fiables, il faudrait par exemple parallèlement distinguer, à des fins d'analyse, les taux de retour des migrants spontanés et des migrants subventionnés. On sait que pendant l'intégralité de la période d'immigration de masse, les départs du Brésil furent nombreux, avoisinant l'équivalent de la moitié des volumes d'entrées. Il serait en outre important d'étudier les trajectoires migratoires internes des immigrants internationaux. La circulation à l'intérieur du São Paulo fut importante, entre les zones pionnières consolidées et l'avant-front pionnier, d'une part, entre le plateau occidental et la capitale, São Paulo, d'autre part, entre le São Paulo et d'autres États, enfin (Monbeig, 1954). Elle reflète des évolutions sociales différenciées où peut-être les effets des politiques migratoires ont leur importance.

On le voit, il est difficile à la fois d'évaluer précisément les contours d'une politique migratoire et d'en mesurer les impacts.

Sur l'ensemble de la période, les Italiens sont les plus nombreux à immigrer dans le São Paulo. Entre 1885 et 1921, 935 000 Italiens sont enregistrés à Santos, soit 53% des 1 770 000 immigrants (Klein, 1994). Un peu plus de la moitié viennent du nord de l'Italie. Les septentrionaux sont nettement majoritaires dans le flux jusqu'à 1900 (Graham & Merrick, 1981). Ensuite, les Italiens du Sud, qu'on nomme Calabrais au Brésil, prennent le relais, jusqu'à la fin des années 1920. L'immigration italienne subventionnée s'interrompt brusquement en 1902, à la suite du décret dit « Prinetti », du nom du ministre des affaires étrangères italien (Holloway, 1984, p. 72). Depuis de nombreuses années, les plaintes dénonçant les mauvaises conditions d'accueil et d'existence des migrants installés au Brésil s'accumulent. Entre 1889 et 1891, le ministre Crispi avait suspendu le recrutement d'émigrants pour ces raisons. Mais l'amélioration de la situation économique en Italie à partir de 1902 et l'aggravation de la crise de l'économie caféière ouvrent la voie à une rupture définitive de la coopération en matière migratoire entre le Brésil et l'Italie. L'émigration spontanée, elle, se poursuit.

Au début du XX^{ème} siècle, les origines géographiques des migrants se diversifient. Alors que l'immigration espagnole et, dans une moindre mesure, portugaise croissent, en 1908, les premiers immigrants japonais arrivent au Brésil (graphique 2). L'immigration japonaise augmente jusqu'à la crise de 1929 et existe grâce au volontarisme des gouvernements japonais (Sakurai, 1999), car au Brésil de nombreuses voix s'élèvent contre l'immigration asiatique. Dans un premier temps, les Japonais intègrent les plantations caféières, puis ils fondent des colonies agricoles situées pour l'essentiel dans le São Paulo et le Paraná. Ils vont bénéficier de l'encadrement de compagnies de colonisation japonaises, privées et publiques, qui interviennent directement au Brésil¹⁵. Dans les années 1920, les Européens de l'est, Lituanien, Roumain et Polonais commencent à arriver (Holloway, 1984). Quelques 18 000 Syriens et Libanais sont également recensés entre 1911 et 1920. On les considère comme des Turcs, car étant sous domination ottomane et ils sont porteurs du passeport turc ; la confusion sera entretenue pendant plusieurs générations. Ils sont généralement associés au commerce itinérant dans la zone pionnière d'outils et d'ustensiles d'usage courant dans les plantations où ils concurrencent sans trop de peine le petit commerce de la *fazenda* qui, sans concurrent, s'est habitué à pratiquer des prix exorbitants. (Truzzi, 1999).

Graphique 2 : Pays d'origine des immigrants par période quinquennale d'entrée dans le São Paulo, entre 1885 et 1939.

Source : d'après, São Paulo (État), données : Secretária da Agricultura, Departamento de Imigração e Colonização, compilation : Departamento de Imigração e colonização, São Paulo, 1962, <http://www.memorialdoimigrante.org.br/historico/index.htm>, consulté le 14 août 2009.

À partir des années 1920, la croissance des migrations internes en direction du São Paulo, l'augmentation de l'immigration internationale spontanée, la baisse des ressources fiscales provenant de la plantation caféière sonnent le glas de l'immigration subventionnée à laquelle Júlio Prestes, président de l'État de São Paulo, met officiellement fin en 1927.

Les critères de la sélection des immigrants.

¹⁵ Parmi elles, mentionnons la puissante KKKK (Kaigai Kogyo Kabushiki Kaisha ou Companhia Ultramarina de Empreendimentos), créée en 1917 qui est la réunion de toutes les compagnies d'émigration.

Les immigrants européens qui débarquent à Santos répondent à l'appel de la société paulista « des bras pour la plantation »¹⁶. Afin de correspondre au mieux à ce slogan, les autorités brésiliennes énoncent un certain nombre de critères sociaux et démographiques établissant le profil du candidat à l'immigration subventionnée. Préalablement, les conditions d'entrée des étrangers sur le territoire brésilien ont été définies par le Décret n° 528, du 28 juin 1890. Il mérite d'être en partie reproduit car il précise la lettre et l'esprit, emprunt à la fois de moralisme et de racisme, de la politique migratoire tout au long de la période d'immigration de masse, qu'elle soit ou non subventionnée. Le document prévoit que « les individus aptes au travail, qui ne sont ni des criminels, ni des mendiants, ni des indigents, ni des indigènes d'Asie ou d'Afrique ont la libre entrée dans les ports »¹⁷. Le migrant doit non seulement être physiquement apte au travail, il se doit aussi d'être actif ; le travail garantit de l'oisiveté et de la pauvreté, jugées sévèrement et mises sur le même plan que les actes délictueux. Enfin, les Asiatiques et les Africains sont indésirables. Par ce refus, c'est l'immigration européenne qui est visée, elle doit permettre au Brésil, marqué par plusieurs siècles d'immigration africaine forcée, de demeurer un pays « blanc » (Holanda, 2004, p. 297 & Seyferth, 2002). Dans le même ordre d'idées, les réticences brésiliennes à l'encontre de l'immigration japonaise, faisant écho aux théories eugénistes en vogue, ont été un obstacle permanent au développement de ce courant d'immigration (Sakurai, 2000). La ségrégation raciale va au-delà de la restriction à l'entrée sur le territoire, car on réserve aux Européens les activités dans le secteur économique en développement, au motif que les noirs et les métisses sont moins productifs. Par conséquent, l'essentiel de la main-d'œuvre brésilienne est écartée de l'activité agricole émergente. Warren Dean, dans l'étude minutieuse qu'il a consacrée à Rio Claro (Dean, 1977), affirme que les Italiens n'ont pas un rendement supérieur à celui des Brésiliens, pourtant relégués. Il ajoute que « la relative prospérité des immigrants est en partie la conséquence de la discrimination dont les Brésiliens, spécialement les noirs, sont l'objet. S'ils avaient été payés sur la base de leur productivité, équitablement, sans distinction de couleur de peau, les Italiens ne seraient peut-être même pas venus. La discrimination est au fondements de l'immigration massive »¹⁸.

L'orientation raciste de la politique migratoire dans son ensemble, et pas seulement celle apportant son soutien à la société des planteurs, est avérée dès l'époque impériale selon Seyferth (2002, p.101) et se poursuit jusqu'au milieu du XXème siècle (Vainer, 1995). Les objectifs de blanchiment de la population brésilienne assignés à l'immigration interviennent dans le cadre de la « grandiose entreprise de constitution du peuple et de la nationalité » brésilienne (« *grandiosa tarefa da constituição do povo e da nacionalidade* », Vainer, 1995, p.44). Vainer énoncent trois principes aux fondements de l'action du gouvernement en matière migratoire : « la nécessité économique », « la nécessité eugénique » et la « nécessité nationale ». Les immigrants géographiquement sélectionnés suivant des critères raciaux et culturels doivent former une main-d'œuvre diligente. En outre, ils sont partie intégrante d'un projet nationaliste fondé sur l'intégration et l'unification des schémas culturels. Mais, si le creuset brésilien s'enrichit des apports des populations étrangères, il préconise leur

¹⁶ Voir note 7.

¹⁷ « Os indivíduos válidos para trabalho, não criminosos, não mendigos e indigentes, não indígenas da Ásia e África têm a livre entrada nos portos » (cité par Sakurai, 2000, p. 223).

¹⁸ « Portanto, a relativa prosperidade dos imigrantes deveu-se em parte à discriminação contra os brasileiros, especialmente os negros. Se eles tivessem sido pagos à base da produtividade, equanimemente, sem distinção de cor, os italianos talvez nem tivessem vindo. A discriminação foi um pressuposto da migração maciça [...] » (Dean, 1977, p. 166).

assimilation, et la formation de communautés d'étrangers pratiquant l'auto-ségrégation (appelées des « kystes ethniques ») est perçue comme un péril au projet national¹⁹.

La politique d'immigration subventionnée dans le São Paulo définit avec davantage de précision le profil des immigrants, en lien avec les besoins spécifiques que le développement de la culture du café introduit. Car il a été constaté que les immigrants qui ont eux-mêmes financé leur voyage sont enclins, une fois arrivés au Brésil, à intégrer des activités commerciales ou non agricoles (Holloway, 1984, p.74), l'immigration spontanée n'est donc d'aucun secours à l'économie caféière, elle lui porte même préjudice, car elle augmente la population et par conséquent les besoins en productions agricoles vivrières²⁰. Les autorités *paulistas* associent donc étroitement l'immigration subventionnée à une main-d'œuvre agricole destinée à rejoindre la plantation caféière.

S'ils désirent être recrutés parmi les immigrants subventionnés, les candidats doivent avoir une formation agricole. Les autorités ont par ailleurs observées que les immigrants seuls sont plus instables, ils passent d'une *fazenda* à une autre et les mettent en concurrence, ou gagnent les villes. On préconise donc l'immigration familiale ; et hommes, femmes et enfants sont associés aux divers travaux de la *fazenda*. En 1893, le secrétariat à l'agriculture impose aux compagnies de transport maritime, chargées du recrutement, des critères de sélection des structures familiales stricts. Sont éligibles les familles composées d'un couple de moins de quarante-cinq ans sans enfant, celles composées d'un couple avec enfant(s) comptant au moins un homme à l'âge actif, celles enfin composées d'un veuf ou d'une veuve avec enfant(s) comptant au moins un homme à l'âge actif. Les autres membres dépendants de la famille admis sont les parents, les grands-parents, les frères et sœurs célibataires, les beaux-frères et les neveux orphelins du chef de famille. Les femmes seules sont admises à condition qu'elles rejoignent leur époux (Holloway, 1984, p. 79). On ne finance ni les migrants de retour ayant déjà reçu un soutien à l'émigration, ni ceux qui déclarent vouloir s'installer dans un autre État que le São Paulo. Des quotas géographiques, nationaux et mêmes régionaux seront également imposés. Par exemple, les Espagnols peuvent immigrer en nombre limité, de surcroît ils doivent venir des provinces du nord de l'Espagne, la Galice et le Pays Basque (Holloway, 1984, p.82).

L'accueil des immigrants à São Paulo.

L'État de São Paulo étant la principale région d'accueil des immigrants au Brésil, le port de Santos devient la porte d'entrée de l'immigration internationale. En quelques décennies, plusieurs millions de migrants s'y pressent, d'autant que Santos est également le port d'embarquement des émigrants de retour et brésiliens. Mais la ville n'est qu'un lieu de transit, car le site est connu pour ses fièvres, fièvre jaune et paludisme, et réputé insalubre, en 1889 une épidémie de peste bubonique y éclate (Holloway, 1984, p.85). Peu d'aménagements y sont entrepris, car on souhaite que les migrants ne s'y attardent pas. À leur arrivée, ils sont orientés vers la ville de São Paulo, au climat d'ailleurs plus amène. Entre 1862 et 1867, la première ligne de chemin de fer *paulista* est construite par la société São Paulo Railway, elle relie Santos et Jundiaí via São Paulo. La capitale de l'État sera effectivement la ville d'accueil

¹⁹ Sur les fondements de l'identité nationale et les questions ethniques on pourra consulter l'ouvrage de Jeffrey Bresser, *A negociação da identidade nacional. Imigrantes, minorias e a luta pela etnicidade no Brasil*, São Paulo, UNESP, 2001, 346 p.

²⁰ Peu avant 1900, le secrétaire à l'Agriculture du São Paulo déplorait que l'immigration spontanée ne drainât pas davantage d'agriculteurs « amenant, par conséquent, des consommateurs et non des producteurs » (« trazendo, portanto, consumidores em vez de elementos de produção », cité par Holloway, 1984, p.74).

des immigrants. Dès 1883 (voir plus haut), l'assemblée provinciale organise l'arrivée des immigrants, l'hébergement des nouveaux venus a d'abord lieu dans un édifice situé dans le Bom Retiro, puis, à partir de 1887, à « l'hôtel des immigrants »²¹ situé dans le Brás.

L'*hospedaria*, qui dispose d'un accès direct à la gare, se trouve à la croisée de plusieurs voies de chemin de fer reliant Rio, Santos et l'intérieur *paulista*. Le règlement de l'hospice a varié au cours du temps, les immigrants étant autorisés à y passer entre 4 et 8 jours. À l'origine, l'*hospedaria* peut accueillir jusqu'à trois ou quatre mille migrants. Pourtant, ce volume était souvent largement dépassé, Holloway (1984, p.88) écrit que les premières années, jusqu'à 10 000 personnes s'y entassèrent. Les conditions d'existence, sommaires, sont rendues critiques par l'excès de population. Les migrants sont regroupés dans des dortoirs de 600 à 700 personnes, les points d'eau sont peu nombreux et les rations de nourriture sont distribuées en fonction de l'âge ; elles diminuent progressivement en dessous de douze ans pour être retirées aux enfants de moins de trois ans (Holloway, 1984, p.88). En dépit des services médicaux dispensés dans l'enceinte de l'*hospedaria*, la mortalité infantile est anormalement élevée. Pour éviter qu'une partie de la main-d'œuvre immigrée ne s'évapore dans la ville de São Paulo, les sorties sont contrôlées, on ne part de l'*hospedaria* qu'un contrat d'embauche signé avec une fazenda à la main et pour se rendre à la gare (Holloway, 1984, p.88).

Les hôtes se distinguent suivant trois groupes. Il y a les nouveaux venus dans l'État de São Paulo, récemment débarqués à Santos, qu'ils aient ou non reçu un subside (migration subventionnée ou spontanée). Les nouveaux venus immigrants intérieurs et internationaux, arrivés d'autres régions par le train forment un deuxième groupe. Enfin, on compte les migrants de retour²² qui ne sont pas des nouveaux venus et qui reviennent de l'intérieur pour renouveler un contrat ou en signer un nouveau (Holloway, 1984, p.89).

Les vingt premières années, quelques 900 000 migrants passent par l'*hospedaria*. Entre 1893 et 1930, plus de 60% des immigrants à São Paulo y séjournent (Holloway, 1984, p.88 et 89).

Très rapidement, l'*hospedaria* devient un marché de l'emploi. En 1905, l'État de São Paulo crée une Agence officielle de la colonisation et du travail²³ (Monbeig, 1952, p.138). Les contrats de travail unissant les colons et les *fazendeiros* sont enregistrés. L'immigrant se voit remettre un livret de travail²⁴ où ses droits et obligations lui sont rappelés.

Les auteurs s'accordent en majorité sur la vulnérabilité des immigrants, exténués après une longue traversée de l'atlantique, désemparés à leur arrivée au Brésil, ils ne connaissant ni la langue, ni les lois ni les usages du pays et sont des proies faciles pour des *fazendeiros* sans scrupules, car « le colonat forme un prolétariat inorganisé, en face d'une classe autrefois puissante » (Monbeig, 1952, p.138).

Cependant le traitement réservé aux migrants par les autorités *paulistas* est apprécié différemment selon les auteurs. Monbeig (1952, p. 138) estime qu'« on n'a pas cessé de mettre au point la législation protégeant les « colons » afin d'éviter qu'ils ne restent désarmés devant leur maître. ». Il dresse un constat favorable de l'accueil à l'*hospedaria* : « Dotée de services médicaux, sans cesse agrandie et modernisée, cette « Hospedaria dos imigrantes » a rendu les plus grands services, à la fois comme hôtel et comme marché de colons ». Alors que nous l'avons vu, Holloway (1984) se montre nettement plus critique au sujet de l'accueil. Il est possible que la différence de vue tienne au fait que Monbeig nous parle de l'*hospedaria* à partir de 1905, lorsque de sensibles améliorations sont apportées à la structure de l'édifice et dans l'organisation des relations sociales et professionnelles entre immigrants et planteurs (changements positifs d'ailleurs soulignés par Holloway), alors qu'Holloway s'attarde

²¹ « *A hospedaria de imigrantes* ».

²² *Retornados*.

²³ *Agência oficial de colonização e trabalho*.

²⁴ *Caderneta*.

d'avantage sur la première décennie d'existence de l'*Hospedaria*, précisément avant que d'importants ajustements favorables interviennent.

Le peuplement de l'arrière-pays *paulista*.

On ne pourrait clore l'étude de la médiation politique à l'œuvre lors du développement de l'immigration de masse dans la plantation caféière du São Paulo sans un rapide examen de la dynamique de peuplement de l'État tout au long de la période considérée. L'immigration internationale s'est développée au service d'un projet de peuplement fondé sur la diffusion de la culture du café. Par conséquent, envisager la progression du peuplement donne en partie la mesure de la réussite des politiques migratoires mises en œuvre.

La fièvre pionnière qui gagne le São Paulo de 1850 à 1939 a été largement étudiée, par les géographes, les historiens et les sociologues. Nous retiendrons simplement trois éléments. La diffusion de la culture du café dans l'intérieur de l'État, grâce à l'apport migratoire européen, permet d'étendre l'occupation effective du territoire brésilien jusqu'aux limites de l'État, et au-delà²⁵. Le peuplement du São Paulo, agraire par essence, enclenche une dynamique urbaine et industrielle sans précédent²⁶. Le São Paulo, l'État et la ville, développe à cette époque la place importante qu'il occupe actuellement au Brésil. Reprenons brièvement ces points.

La culture du café dans le São Paulo produit une occupation de l'espace de type pionnier. Le café ne remplace aucune culture, il s'est diffusé sur les terres forestières qui jusque-là n'avaient pas (ou très peu) été aménagées par les colons portugais et leurs descendants. De sorte qu'à l'arrivée du café, un dispositif territorial, une ample armature urbaine et des infrastructures de communication, notamment, se met en place. Et l'organisation de l'espace *paulista* s'est produite en fonction des exigences d'une plante, le café, et d'un modèle d'exploitation, la grande plantation. La grande plantation n'est pas nouvelle au Brésil, mais son développement dans le São Paulo va de pair avec une évolution majeure de la nature des relations sociales en son sein, alors que l'esclavage disparaît et que se développe le salariat. La plantation est aussi un modèle économique fondée sur l'exportation, ceci implique l'établissement d'un dispositif d'infrastructures d'échange, dont les lignes de chemin de fer et les ports maritimes sont les principaux éléments, mais auquel il faut ajouter les villes. L'immigrant européen, parce qu'il est libre et salarié, et le chemin de fer, par les liens qu'il tisse entre les différentes villes d'un réseau urbain polarisé par la capitale, São Paulo, symbolisent à eux seuls la révolution sociale et spatiale du São Paulo à cette époque.

Au XIX^e siècle, à partir de la vallée du Paraíba, le café gagne d'anciens centres de peuplement (comme Campinas) de la zone centrale du São Paulo. C'est lorsqu'il atteint Ribeirão Preto, centre régional dont le succès tient à l'abondance des sols basaltiques fertiles (la fameuse « terre violette »²⁷), que l'économie caféière connaît un sursaut quantitatif, justifiant la construction de lignes de chemin de fer sur de longues distances et une croissance urbaine importante. Les 400 km qui séparent Ribeirão Preto de Santos sont couverts par une voie ferrée dont la construction commence à Campinas en 1874 ; dix années plus tard, elle arrive à Ribeirão Preto (Holloway, 1984, p.39). Le réseau des compagnies ferroviaires

²⁵ Il existe des foyers de peuplement à la frontière occidentale de l'État de São Paulo et au-delà, mais le front pionnier du café réduit le phénomène de peuplement en archipel, en comblant les interstices, parfois vastes.

²⁶ Sur l'influence historique de la composante agraire de la société brésilienne, sur l'évolution des relations sociales et du système politique lors des phases de développement urbain et industriel, on pourra consulter Octavio Ianni, *Origens agrárias do Estado brasileiro*, Brasiliense, São Paulo, 2004, 255 p.

²⁷ *Terra roxa*.

Paulista et Mogiana, opérant la première entre Rio Claro, São Carlos et la frontière du Minas Gerais, la seconde entre Campinas et Ribeirão Preto, totalisait 800 km en 1887 et transportait 435 000 personnes, soit l'équivalent du tiers de la population de l'État. En 1896, le réseau s'étendait sur 1726 km et convoyait 2 632 000 passagers. En 1908, il couvre 2479 km (Holloway, 1984, p. 48). En 1883-84, l'ensemble du réseau ferré *paulista* couvrait 1457 km, soit 26% du réseau brésilien. En 1905, le tracé parcourt 3790 km et en 1919, 6615 km (IBGE, 1990).

La croissance de la population est également soutenue. Au recensement de la population de 1872, la province de São Paulo compte 837 354 habitants. Ils sont 1 384 753 en 1890, 2 282 279 en 1900 et 3 455 030 en 1910 (IBGE, 1990). Dans le même temps la population de la capitale, certes croît, passant de 26 040 habitants en 1872 à 239 820 habitants en 1900, mais insuffisamment pour lui imputer la croissance démographique de l'État, dont le poids démographique dans le Brésil passe de 8,3% à 14,8%, entre 1872 et 1910 (IBGE, 1990). Cette progression suggère à elle seule l'évolution de l'insertion de l'État de São Paulo dans la fédération brésilienne.

En dépit du rythme de progression des surfaces plantées en café²⁸ et de l'avancée du peuplement vers l'intérieur, l'occupation de l'espace reste discontinue, le café n'ayant jamais couvert plus de 15% de la surface totale du plateau occidental *paulista* (Holloway, 1984, p. 48 ; Monbeig, 1952). Enfin, la présence étrangère s'affirme dans la zone pionnière car en 1872, 8% des emplois masculins du secteur agricole de l'État de São Paulo sont occupés par des étrangers, en 1900 le taux atteint 47% (Graham & Merrick, 1979, p. 141).

Quant à la croissance de la population de la capitale, São Paulo, elle débute avec celle de l'État, mais suivant un léger décalage. Rapidement, elle se trouve associée à un développement industriel et commercial lié au boom du commerce international du café. En 1920, 17,3% (100 388) des emplois des *paulistanos* sont dans l'industrie et 5,3% (30 582) dans le commerce. C'est la plus importante population industrielle du pays après la capitale fédérale, Rio de Janeiro, qui compte 154 397 emplois industriels mais représentent seulement 13,3% du total des emplois (IBGE, 1990).

Conclusion

La société *paulista*, sa frange la plus progressiste, celle installée dans le *Velho Oeste* et le plateau occidental, perçoit très tôt la nécessité impérieuse de réformer le modèle de société par l'abandon progressif de l'esclavage. Le passage au travail libre n'était pas une affaire simple, il a certes été motivé par la perspective de la croissance économique que la situation du marché mondial du café laissait entrevoir. C'était aussi un risque, celui du mauvais choix dans une période de transition.

Mais la classe dirigeante gagne son pari, l'économie de l'État de São Paulo n'est pas entrée en crise à l'abolition de l'esclavage et les Européens ont bien répondu à l'appel migratoire. Des dizaines, des centaines de milliers d'immigrants internationaux entrent chaque année au Brésil, venus d'Italie, du Portugal, d'Espagne, d'Europe du nord et de l'est, du Proche Orient et du Japon, ils convergent pour la moitié d'entre eux dans l'État de São Paulo et travaillent à la culture du café.

L'activation et la pérennité du courant migratoire ont plusieurs causes. La conjoncture internationale bien sûr est importante, qu'il s'agisse de ses aspects économiques ou politiques. La demande croissante de café dans les pays occidentaux et l'envolée des cours ont soutenu la

²⁸ Pierre Monbeig (1952, p. 96) souligne que le São Paulo, qui produit environ les deux tiers du café brésilien, sort 3 700 000 sacs en 1870-1871 et 16 271 000 sacs en 1901-1902

formation et la croissance du mouvement migratoire, tout comme la crise dans les campagnes d'Europe méridionale. Le contexte politique national dans les régions de départ a également joué. Rappelons-nous le soutien à l'émigration des gouvernements italien, japonais, allemand ou suisse qui, pour de bonnes ou moins avouables raisons poussent leurs citoyens au voyage. On en prend aussi la mesure lorsque des restrictions interviennent, comme la promulgation du décret Prinetti qui interrompt provisoirement l'immigration italienne au Brésil, ou à l'occasion d'événements en apparence indépendants comme la signature des traités de paix de la première guerre mondiale qui poussent hors des frontières des populations nombreuses.

Localement, l'implication des acteurs de l'économie caféière, planteurs et marchands de l'État de São Paulo, dans les instances du pouvoir régional et national a été déterminante. L'oligarchie du café, et précisons-le à nouveau, du São Paulo, a su lier le mouvement migratoire à son projet de développement, fondé sur la production et l'exportation du café.

Le projet des planteurs, associant les immigrants et la *lavouira*, est davantage qu'un projet économique ; imprégné d'une dynamique pionnière, il aboutit à une transformation des structures spatiale et sociale du Brésil en vertu de laquelle l'État de São Paulo s'engage sur la voie de la modernité urbaine et industrielle.

Les migrants sont strictement sélectionnés, on attend d'eux qu'ils soient d'une certaine manière exemplaires et servent le projet de l'élite *paulista*. Dès avant leur départ et une fois à destination, les immigrants sont soumis à l'évaluation morale de la société d'accueil, car celle-ci, quelle qu'elle soit, n'est ni indifférente, ni indulgente avec l'immigrant, recherchant sans cesse chez celui-ci ce qui rappelle sa propre différence. On ne peut contrôler efficacement les trajectoires des migrants mais on déplore qu'ils se détournent du rôle qui leur est assigné.

En retour, les conditions d'existences des immigrants sont une décevante compensation, même si elles s'améliorèrent dans le temps, elles ont souvent été difficiles. Dans la société esclavagiste et post esclavagiste d'alors, les droits des travailleurs libres sont fragiles.

Enfin, la politique migratoire a dans une certaine mesure alimenté la discrimination des migrants internes, sur des critères raciaux.

L'histoire de l'immigration de masse au Brésil nous montre en définitive l'étendue des liens et des implications, non dépourvus d'ambiguïtés, que l'élaboration et la mise en œuvre de la politique migratoire, pour accueillante qu'elle soit, nouent entre la société d'accueil et ses immigrants.

A la veille de la seconde guerre mondiale, l'immigration internationale a entamé son déclin alors qu'une autre vague migratoire, nourrie des migrants intérieurs, gagne une ampleur inégalée et va marquer en profondeur les structures sociales et spatiales du Brésil. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, un certain renouveau de l'immigration internationale semble se produire, il est porté par des populations sud-américaines et a pour cadre principal les métropoles de la région Sud-Est, São Paulo en particulier.

Bibliographie

Maria Sílvia Bassanezi, Ana Scott, Carlos Bacellar, Oswaldo Truzzi, *Atlas da imigração internacional em São Paulo, 1850-1950*, São Paulo, Unesp, 2008, 144 p.

Alicia Bernasconi, Oswaldo Truzzi, « Política imigratória no Brasil e na Argentina nos anos de 1930 » dans Teresa Sales, Maria do Rosário R. Salles (eds.), *Políticas migratórias: América Latina, Brasil e brasileiros no exterior*, São Carlos, Sumaré, 2002, pp. 111-137.

Emília Viotti da Costa, « O escravo na grande lavoura », dans Sérgio Buarque de Holanda (éd.), *História geral da civilização brasileira. O Brasil monárquico. Reações e transações*. (Vol. 5), Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2004, pp. 165-225.

Warren Dean, *Rio Claro: um sistema brasileiro de grande lavoura, 1820- 1920*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1977, 205 p.

Boris Fausto, *Historiografia da imigração para São Paulo*, São Paulo, Editora Sumaré, 1991, 62 p.

Boris Fausto (éd.), *Fazer a América*, São Paulo, USP, 2000 (1999), 577 p.

Celso Furtado, *Formação econômica do Brasil*, São Paulo, Editora Nacional, 1984 [1959], 248 p.

Sérgio Buarque de Holanda (éd.), *História geral da civilização brasileira. O Brasil monárquico. Reações e transações*. (Vol. 5), Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2004, 566 p.

Sérgio Buarque de Holanda, « A colônias de parceria », dans Sérgio Buarque de Holanda (éd.), *História geral da civilização brasileira. O Brasil monárquico. Reações e transações*. (Vol. 5), Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2004, pp. 289-307.

Thomas H. Holloway, *Imigrantes para o café : café e sociedade em São Paulo, 1886-1934*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1984, 297 p.

Octavio Ianni, *Origens agrárias do Estado brasileiro*, São Paulo, Brasiliense, 2004 (1984), 255 p.

IBGE, *Estatísticas históricas do Brasil: séries econômicas, demográficas e sociais de 1550 a 1988*, IBGE, Rio de Janeiro, 1990.

Herbert S. Klein, *A imigração espanhola no Brasil*, São Paulo, Editora Sumaré, 1994, 110 p.

Thomas W. Merrick, Douglas H. Graham, *População e desenvolvimento econômico no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar, 1981 (1979), 442 p.

Pierre Monbeig, *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris, Armand Colin, 1952, 376 p.

Carlos H. Oberacker, « A colonização baseada no regime da pequena propriedade agrícola », dans Sérgio Buarque de Holanda (éd.), *História geral da civilização brasileira. O Brasil monárquico. Reações e transações*. (Vol. 5), Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2004, pp. 260-288.

Teresa Schorer Petrone, « Imigração assalariada », dans Sérgio Buarque de Holanda (éd.), *História geral da civilização brasileira. O Brasil monárquico. Reações e transações*. (Vol. 5), Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2004, pp. 323-349.

Célia Sakurai, « Imigração japonesa para o Brasil: Um exemplo de imigração tutelada », dans Boris Fausto (éd.), *Fazer a América*, Edusp, São Paulo, 1999, pp. 201-238

Giralda Seyferth, « Colonização e política imigratória no Brasil impérial » ; dans Teresa Sales, Maria do Rosário R. Salles (eds.), *Políticas migratórias: América Latina, Brasil e brasileiros no exterior*, São Carlos, Sumaré, 2002, pp. 79-110.

Oswaldo M. S. Truzzi, « Sírios e libaneses e seus descendentes na sociedade paulista », dans Boris Fausto (éd.), *Fazer a América*, Edusp, São Paulo, 1999, pp. 315-351.

Carlos B. Vainer, « Estado e imigração internacional: da imigração à emigração » dans Neide L. Patarra (éd.), *Imigrações internacionais no Brasil: um panorama histórico*, vol. 2, São Paulo, FNUAP, pp. 39-52.

Orlando Valverde, *Geografia agrária do Brasil*, CBPE, Rio de Janeiro, 1964, 395 p.